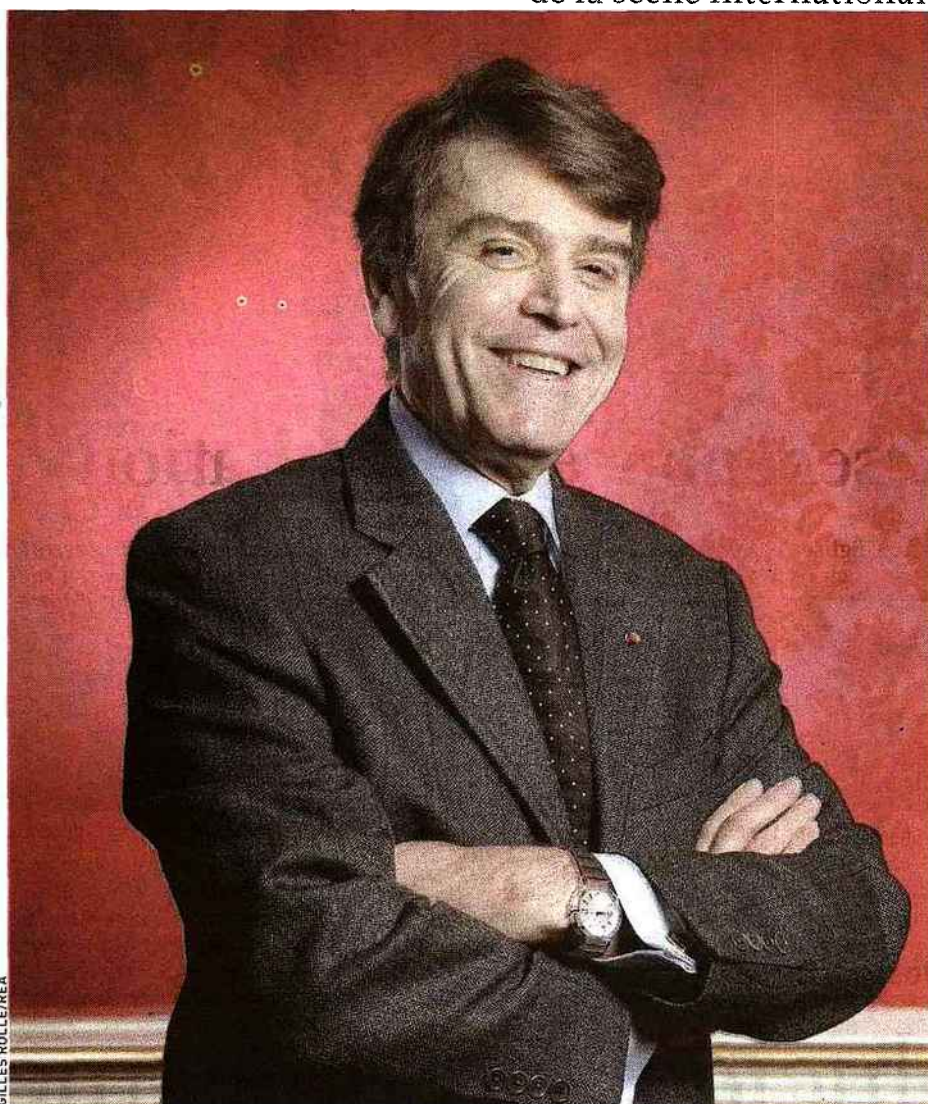


ENTRETIEN

Thierry de Montbrial, directeur général de l'Institut français des relations internationales (Ifri)

« L'illusion du marché parfait était d'une naïveté extrême »

La mondialisation doit être accompagnée d'une gouvernance économique et politique adéquate, explique cet observateur de la scène internationale



Thierry de Montbrial :
« L'économie et la politique ont toujours été liées. [] Aujourd'hui, le retour du politique s'exprime par un réflexe en direction des États »

N'assiste-t-on pas, avec la crise que le monde traverse, au retour de l'Histoire en économie ?

THIERRY DE MONTBRIAL: Absolument. Dans les années 1990, après la chute de l'Union soviétique, beaucoup ont cru dans les pays occidentaux au marché parfait, qui passait par des conditions de concurrence pure et un système d'informations sans accroc, avec pour conséquence l'abolition des cycles économiques, l'efficacité maximale, l'utilisation optimum des technologies, qui faisaient croître la productivité et assuraient la croissance. Ceci participait de ce que j'appelle l'équation de la fin de l'histoire: démocratie + économie de marché = paix et prospérité. C'était d'une naïveté extrême mais profondément ancrée. Dans le domaine économique, l'illusion a été entretenue par la révolution des technologies de l'information qui, appliquée à la sphère financière, a entraîné une mutation complète du système.

« En forçant le trait, on peut dire que la crise peut conduire soit à un éclatement de l'Europe, soit à la mise en place de mécanismes de gouvernance qui font aujourd'hui défaut. »

Or le capitalisme n'est jamais à l'abri de grands dérèglements. Il est même dans sa nature de les engendrer. Les cycles économiques, que d'aucuns croyaient à jamais disparus, matérialisent ses excès et leurs corrections. La nature humaine est telle que les individus et les sociétés ne réagissent vraiment face aux dangers que quand ils se matérialisent. L'anticipation, hélas, ne suffit pas. Beaucoup de gens avaient vu et dénoncé les dysfonctionnements des systèmes financiers, mais ils prêchaient dans le désert.

Le politique va-t-il à nouveau primer sur l'économique ?

L'économie et la politique ont tou-

jours été liées. Le découplage n'est qu'apparent à des époques où les choses vont suffisamment bien. Aujourd'hui, le retour du politique s'exprime par un réflexe en direction des États. C'est comme au ski, où le débutant se tourne spontanément vers la montagne au lieu de faire face à la pente. Le malheur, c'est que si tout le monde demande à être protégé, les interactions négatives vont amplifier le phénomène et précipiter la chute. Cela pourrait aussi stimuler des tendances nationalistes.

La référence à la crise de 1929, avec sa dérive jusqu'à la prise de pouvoir des nazis à Berlin en 1933, est-elle fondée ou abusive ?

Les années 1930 sont spécifiques pour plusieurs raisons. Il y eut d'abord ce que l'historien Jacques Bainville appelait les mauvais traitements. Il expliquait qu'on avait alors suffisamment affaibli l'Allemagne pour y semer les germes de la revanche, et pas assez pour l'empêcher de renaître de ses cendres. Et il dénonçait le démantèlement de l'Empire austro-hongrois, disant qu'on avait créé un chapelet d'États qui serait balayé à la première occasion par un retour de la puissance allemande. C'est dans ce contexte que s'est produite la Grande Dépression. Or aujourd'hui, je ne vois absolument rien de comparable, même si je pense qu'on a été très maladroits avec la Russie, particulièrement dans les années 1990.

Par ailleurs la réaction des autorités est aujourd'hui très différente. Au lieu de laisser le système s'effondrer, ce qui était la mentalité des années 1920-1930, les banques centrales et les gouvernements ont trouvé des méthodes pour éviter l'emballement négatif du système. En outre, les élites économiques se montrent convaincus qu'il faut à tout prix éviter le protectionnisme.

Cet enjeu concerne le marché unique européen. Faut-il défendre une approche à Vingt-Sept ?

C'est une question débattue en Europe depuis longtemps: jusqu'à quel point peut-on avoir la libre circulation et une politique monétaire commune sans avoir une politique économique commune? En forçant le trait, on peut dire que la crise peut conduire soit à un éclatement de l'Europe, soit à la mise en place

de mécanismes de gouvernance qui font aujourd'hui défaut. Est-ce que la frousse éprouvée par les opinions publiques – parce qu'en démocratie, il faut obtenir d'elles un minimum de soutien – les amènera à soutenir leurs dirigeants dans le sens de la constitution d'une politique commune, ou en tout cas cohérente? Ou faudra-t-il aller encore un peu plus au bord du précipice?

Et les États-Unis? Foyer de la crise financière, vont-ils perdre de l'influence ?

Les États-Unis ont toujours montré dans leur histoire une capacité de rebond extraordinaire. Ce qui les affecte actuellement sur le plan géopolitique, ce sont les accumulations d'erreurs commises pendant les années Bush. Faut-il qu'un pays soit riche pour pouvoir mener une occupation comme celle d'Irak tout en étant présent sur de multiples autres fronts et sans que cette surextension de ses moyens militaires n'ait de conséquences économiques visibles!

Le déficit extérieur américain, qui va croissant, est toujours couvert par des pays excédentaires en dollars. Grâce à leur position dominante, les États-Unis continuent donc d'échapper à la contrainte budgétaire. Vont-ils, dans un avenir prévisible, se retrouver dans la situation où ils devraient réellement rembourser leurs dettes? S'ils le faisaient, cela entraînerait une formidable déflation dans le monde puisqu'il faudrait qu'ils exportent plus et importent moins. Aucun pays ne le souhaite, et sûrement pas la Chine.

Cette interdépendance va-t-elle conduire à une plus grande coopération mondiale ?

C'est la question fondamentale. La mondialisation est un phénomène naturel, conséquence de la révolution des technologies de l'information. Peut-elle s'accommoder d'une absence de progrès dans la concertation économique mondiale? Je ne le pense pas. On ne peut en attendre plus de bénéfices que d'inconvénients que si l'on développe une gouvernance politique et économique adéquate. Une œuvre de longue haleine.

RECUEILLI PAR

JEAN CHRISTOPHE FLOQUIN



Le fondateur de l'Ifri

Né en 1943, diplômé de Polytechnique et de l'École des mines, docteur en économie de l'université Berkeley (Californie), Thierry de Montbrial est professeur à l'École polytechnique, au Conservatoire national des arts et métiers et à l'université Paris II Panthéon-Assas.

Il a fondé il y a trente ans l'Institut français des relations internationales (Ifri) dont il est toujours le directeur général. Cet organisme a été classé en janvier, pour la deuxième année consécutive, parmi les 10 premiers « think tanks » les plus influents dans le monde, hors États-Unis, par la revue américaine *Foreign Policy*. L'Ifri publie chaque année le rapport Ramsès (Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies), dont l'édition 2009 s'intitule *Turbulences économiques et géopolitique planétaire* (Dunod, 351 p., 25 €)

Thierry de Montbrial a publié en 2006 un livre en forme de profession de foi, *Il est nécessaire d'espérer pour entreprendre* (Édition des Syrtes, 359 p., 20 €) dans lequel il rend hommage aux maîtres qui l'ont formé ou inspiré. Marié, il a un fils, Thibault, avocat, et une fille, Alexandra.